



Pensez à recycler



Ce document est
imprimé avec de
l'encre sans danger
pour l'environnement



Publication n° 2016-12-05 de la série *Regards sur le monde : avis d'experts*

Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les participants et les exposants, de même que sur de courts articles offerts par les exposants à l'occasion d'un atelier organisé par le Service canadien du renseignement de sécurité dans le cadre de son programme de liaison-recherche. Le présent rapport est diffusé pour nourrir les discussions. Il ne s'agit pas d'un document analytique et il ne représente la position officielle d'aucun des organismes participants. L'atelier s'est déroulé conformément à la règle de Chatham House; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers et des participants ne sont pas révélés.

www.scrs-csis.gc.ca

Publié en décembre 2016

Imprimé au Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada

LE TERRORISME EN AFRIQUE DU NORD ET AU SAHEL

LA MENACE RÉGIONALE SE RÉPAND-ELLE?

POINTS SAILLANTS DE L'ATELIER

TABLE DES MATIÈRES

L'atelier et ses objectifs	1
Sommaire.....	5
Comprendre la stratégie d'al-Qaïda au Maghreb islamique dans la région sahélo-saharienne	13
Daech a-t-il trop présumé de ses forces en Libye?	27
Al-Qaïda au Maghreb islamique continuera-t-elle de prospérer?.....	37
Évolution de la lutte contre le djihadisme en Afrique du Nord et au Sahel	47
Notes.....	59
Annexe A – Ordre du jour	63
Annexe B – La liaison-recherche au SCRS.....	67

L'ATELIER ET SES OBJECTIFS

Le 14 octobre 2016, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a tenu un atelier visant à éclairer le contexte sécuritaire en Afrique du Nord et dans la région sahélo-saharienne. Organisé dans le cadre du programme de liaison-recherche du SCRS, l'atelier visait à mieux comprendre les menaces que les groupes djihadistes transnationaux actifs dans la région font peser sur les intérêts occidentaux.

Tenu selon la règle de Chatham House, l'atelier était axé sur les travaux de plusieurs chercheurs d'Amérique du Nord, du Moyen-Orient et d'Europe. Les participants ont examiné les racines locales de groupes comme al-Qaïda au Maghreb islamique et la dynamique qui influence la menace qu'ils représentent. La discussion a porté sur les relations des djihadistes avec les insurgés locaux, leurs liens avec le trafic transfrontalier ainsi que leur possible évolution dans un avenir rapproché. Les participants ont également assisté à des exposés sur la montée de Daech et la possibilité qu'il étende ses tentacules en Libye. Le présent rapport est fondé sur les essais qui ont été présentés au cours de l'atelier. Les opinions qui y sont exprimées appartiennent à des experts indépendants et ne sont pas celles du SCRS.

Lancé en 2008, le programme de liaison-recherche du SCRS a pour objectif de favoriser un dialogue entre des professionnels du renseignement et d'éminents experts aux origines culturelles variées qui œuvrent dans différentes disciplines au sein d'universités, de groupes de réflexion, d'entreprises privées ou d'autres établissements de recherche, au Canada et à l'étranger. Il se peut que certains spécialistes invités défendent des idées ou tirent des conclusions qui ne concordent pas avec les points de vue et les analyses du Service, mais c'est précisément ce qui rend utile la tenue d'un tel dialogue.

SOMMAIRE

Vulnérabilité de la région au terrorisme

Les pays de l'Afrique du Nord et de l'Ouest sont reliés par le désert du Sahara et, à l'extrémité sud de celui-ci, par la région du Sahel, plus petite, mais parallèle au désert. Des facteurs sociaux, économiques, structurels et historiques semblables les ont rendus, à des degrés divers, vulnérables aux insurrections, aux activités de contrebande des organisations criminelles et au terrorisme d'inspiration religieuse. Bon nombre de ces pays sont devenus le théâtre de conflits dans lesquels al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Daech¹ défient l'autorité de l'État et s'opposent l'un à l'autre. Les affrontements les plus violents entre les autorités étatiques régionales et les organisations terroristes se produisent en Libye et au Mali, mais la Mauritanie, le Niger, l'Algérie et la Tunisie sont aussi touchés parce qu'ils occupent un emplacement stratégique dans le Sahara ou au Sahel, voire aux deux endroits.

La région est depuis longtemps en proie au terrorisme. Les moudjahidines qui sont revenus de l'Afghanistan au début des années 1990 ont créé par la suite le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), un des groupes extrémistes violents qui s'est dressé contre le gouvernement de l'Algérie après l'annulation des élections en 1991. Lorsque l'insurrection a été matée, ils se sont dispersés dans la région. De plus, on comptait des extrémistes en Libye avant la révolution de 2011 qui a évincé Mouammar Kadhafi.

Les parcours d'AQMI et de Daech dans la région sont liés à leur capacité d'exploiter les points faibles des pays dans lesquels ils tentent de s'implanter.

La Libye est divisée entre deux coalitions gouvernementales rivales, et la récente tentative d'installer un gouvernement d'union nationale pour appliquer l'Accord politique libyen a eu pour seul effet d'entraîner la création d'un troisième gouvernement rival. La fragmentation de l'autorité politique a permis à des milices rivales de s'emparer du pouvoir. La plupart de ces milices représentent les familles de clans locaux, qui ont été réprimés, mais pas éliminés, sous le régime Kadhafi.

Si al-Qaïda a réussi à s’immiscer dans le conflit en Libye, Daech, quant à lui, a été chassé de son dernier bastion urbain dans le pays, Syrte.

Le gouvernement du Mali, également fragile, a négligé la partie nord du pays et a exclu du pouvoir des intérêts locaux qui pourraient jouer un rôle important. AQMI avait solidement pris pied là bas, mais beaucoup de ses combattants ont trouvé la mort dans l’offensive militaire française de 2013 et les autres se sont éparpillés dans la région. Malgré ce revers, elle a augmenté le rythme de ses attaques et est maintenant mieux enracinée qu’auparavant. De son côté, Daech a été incapable d’établir une présence durable en territoire malien.

Stratégies terroristes contrastées

Les succès d’AQMI et les défaites de Daech peuvent être attribués aux stratégies différentes que ces groupes ont adoptées pour s’immiscer dans les luttes locales.

Récemment encore, Daech connaissait beaucoup de succès en Irak et en Syrie parce qu’il représentait une résistance sunnite locale à la domination chiite dans ces deux pays. Le magnétisme de son discours extrémiste, l’attention portée aux communications et au recrutement ainsi que le pouvoir tiré de la grande idée d’un « califat » lui ont permis de recruter des combattants dans la région et à l’échelle internationale.

Toutefois, ce n’est pas parce qu’un discours fait époque qu’il est adapté aux extrémistes engagés dans des luttes locales complexes pour le pouvoir, et la brutalité de Daech lui a aliéné les populations locales et a suscité de vives réactions populaires et militaires.

Al-Qaïda a adopté une stratégie différente, non seulement en Afrique du Nord et au Sahel, mais aussi partout ailleurs. Cette stratégie est clairement illustrée en Syrie, où le Front al-Nosra a pris soin de se distinguer de Daech en travaillant avec les populations locales, en offrant les services dont les gens avaient besoin et en évitant délibérément d’infliger à ses adversaires et aux populations locales le type de violence que Daech a glorifié et publicisé. Lorsque le Front al Nosra a changé de nom pour adopter celui de Front Fatah al-Cham,

et a apparemment rompu les liens avec al-Qaïda, il ne faisait qu'appliquer une stratégie que cette dernière emploie aussi en Afrique.

Au Mali, al-Qaïda a retrouvé son influence en noyant sa propre identité et en faisant corps avec les groupes locaux du nord du pays qui ont des griefs contre le gouvernement. Ses militants se sont alliés par mariage aux membres des clans locaux et ont fait jouer les noms de ces clans à leur propre avantage. Plus al-Qaïda accroît sa puissance au moyen de cette stratégie, plus elle devient indispensable à d'autres groupes, qu'il s'agisse de gangs armés ou de criminels ayant besoin de protéger leur accès aux itinéraires empruntés pour la contrebande dans la région sahélo saharienne. La participation à des activités criminelles s'est aussi révélée payante et permet de soutenir des activités religieuses et sociales. De plus, al-Qaïda s'est taillé la réputation d'administrer la justice et d'exercer des fonctions administratives en l'absence de services de l'État. Grâce à sa stratégie d'intégration, al-Qaïda devient dominante, mais aussi invisible. Pour les autorités, il est difficile de faire la distinction entre nomades, rebelles, criminels et djihadistes.

Le succès de cette stratégie est évident lorsqu'on examine les conflits en Libye et au Mali. En Libye, Daech a essayé en vain d'établir une présence permanente à Derna et à Benghazi. Chaque fois, il a été rejeté par d'autres milices qui le considéraient comme une entité étrangère. Il a finalement réussi à Syrte, en s'assurant la coopération d'une section isolée d'Ansar al-Charia et en faisant entrer des dirigeants et des combattants. Cependant, Daech a alors appliqué sa vision extrémiste et s'est mis à exécuter des coptes, à menacer de partir à la conquête de Rome et à essayer de s'imposer comme un centre du djihad mondial. Son comportement menaçant et la violence spectaculaire dont il a fait preuve à l'égard de la population ont contribué au succès de la campagne menée par les milices de Misourata, soutenues par des forces spéciales occidentales et par des frappes américaines, en vue de l'expulser de la ville. Ses combattants, pour la plupart des Africains de l'Ouest francophones et non des Arabes, ont été dispersés, mais pas éradiqués de la Libye. Le manque d'attrait durable de Daech peut être attribué à son fanatisme, mais

aussi à son incapacité de jouer un rôle pertinent au cœur des rivalités complexes qui existent en Libye.

En revanche, Ansar al-Charia, qui est une ramification d'al-Qaïda, est une milice efficace au sein de la faction de Misourata. Il se considère comme un groupe révolutionnaire avec des objectifs à l'échelle nationale — et non transnationale — et compte parmi ses dirigeants des djihadistes bien connus de Misourata.

Il n'y a pas de place au Mali pour Daech, malgré les tentatives qu'il a faites pour s'y implanter. Al-Qaïda, par l'entremise de ses substituts, domine le paysage djihadiste et bénéficie d'un soutien massif. Al-Qaïda agit par l'entremise de groupes comme Ansar Eddine et est proche des Peuls ou Foulbés, peuple désavantagé dans les ententes antérieures de partage du pouvoir, tant informelles que nationales. La collaboration avec al-Qaïda change la dynamique locale, de sorte que les groupes plus faibles qui sont partenaires d'al Qaïda deviennent des acteurs de premier plan et à leur tour se transforment en partenaires indispensables pour les combattants comme pour les criminels. AQMI a essuyé de lourdes pertes à la suite de l'intervention militaire de la France en 2013 et en 2014 et a été obligée de se retirer des villes, mais la menace française, et la tentative de Daech de s'imposer, ont fini par l'endurcir. Elle a élaboré de nouvelles stratégies, amélioré sa sécurité opérationnelle et recommencé à accroître le nombre de ses attaques, qui a doublé de 2015 à 2016.

Conclusion

Pour les observateurs étrangers, les conclusions tirées de l'évolution de la situation en Afrique du Nord et au Sahel s'appliquent à la région et au-delà :

- Daech est peut-être moins visible à mesure qu'il perd du territoire, mais comme ce fut le cas ailleurs, cela pourrait donner lieu à une nouvelle forme de terrorisme non territorial, et non pas nécessairement à une défaite;

- une moins grande visibilité d'al-Qaïda pourrait simplement signifier que sa stratégie d'intégration dans les organisations locales fonctionne : elle sera mieux enracinée et plus dangereuse, mais moins facile à repérer;
- la région sahélo-saharienne sert de « courroie de transmission » commune des combattants, des trafiquants et des fournisseurs d'armes passant d'un pays à un autre en fonction des occasions qui se présentent et des pressions militaires;
- le terrorisme engendre davantage de terrorisme à mesure que les régions s'habituent à la violence et que l'infrastructure qui soutient le terrorisme se développe;
- même une optique régionale pourrait être trop limitée pour comprendre le problème : en Libye, le travail fait par Daech pour repousser les réfugiés vers la Méditerranée explique en partie les tensions auxquelles toute l'Europe doit faire face;
- les États doivent être réalistes à propos des coûts des stratégies qu'ils préconisent. L'Afrique du Nord et le Sahel ne représentent qu'un des nombreux théâtres où des gouvernements nationaux et la communauté internationale sont aux prises avec le terrorisme.

CHAPITRE 1

COMPRENDRE
LA STRATÉGIE D'AL-QAÏDA
AU MAGHREB ISLAMIQUE
DANS LA RÉGION
SAHÉLO-SAHARIENNE

Des groupes terroristes peuvent voir le jour en réaction aux pratiques clientélistes et à la corruption de l'État. Ainsi, l'annulation des élections de 1991 en Algérie s'est soldée par la création du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui a propagé l'extrémisme et la criminalité aux pays voisins dans le reste du Sahel. Le désintérêt du gouvernement du Mali à l'égard du nord du pays a ouvert la porte aux groupes terroristes émules du GSPC. Pour profiter des territoires qu'ils occupent, les groupes terroristes ont besoin d'argent et de l'appui d'acteurs influents sur la scène locale, ce qui explique la stratégie adoptée par al-Qaïda qui consiste à s'allier aux élites locales par le mariage et à faciliter les activités des trafiquants. L'intervention de la France a pallié temporairement la faiblesse du gouvernement du Mali, mais les conditions à l'origine de l'insurrection n'ont fondamentalement pas changé.

Pour tenter de comprendre l'évolution des groupes islamistes armés actifs en Afrique, il faut remettre en cause certaines hypothèses idéologiques admises sur la nature de la relation entre les citoyens et l'État. Plus particulièrement, il convient de repenser, d'une part, les principes de base en sciences politiques touchant à la notion de la souveraineté de l'État et, d'autre part, à la relation entre la religion et la gouvernance de l'État. Dans le monde où nous vivons, l'État est l'organisation territoriale fondamentale à laquelle la communauté internationale reconnaît le droit d'exercer le monopole de l'usage légitime de la violence coercitive. Les groupes qui embrassent des formes et des visions radicales de l'islam et cherchent à recourir à la violence pour obtenir d'autres systèmes de gouvernance remettent

directement en question la façon dont les États modernes conçoivent la politique.

Cette notion est particulièrement importante dans l'analyse des groupes djihadistes actifs dans le nord du Mali et ailleurs au Sahel. Nous ne pouvons pas comprendre des groupes comme al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) sans comprendre la façon dont ils utilisent la violence contre les États de la région : l'Algérie, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso. En effet, c'est par la violence coercitive que l'appareil de sécurité de l'État algérien, riche en pétrole et extrêmement militarisé, a annulé les résultats des élections démocratiques tenues en Algérie au début des années 1990, provoquant une violente guerre civile et entraînant la création de plusieurs groupes armés qui ont plus tard infiltré le nord du Mali et le Niger — des groupes comme le Groupe islamique armé (GIA) et le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Au Mali, ces groupes algériens ont trouvé un terrain fertile pour mener leurs activités de recrutement, s'enrichir économiquement en se livrant à des activités criminelles et établir des liens sociaux étroits avec les communautés locales, précisément à cause des pratiques clientélistes de l'État malien et de la négligence générale dont il a fait preuve à l'égard des territoires et des populations du nord du pays. Pour comprendre les groupes islamistes armés, leurs particularités, leurs alliances, leurs ruptures et leurs pratiques, il faut évaluer leur lien avec l'État et prendre conscience de la façon dont la violence est administrée.

Pour comprendre l'évolution des groupes djihadistes au Sahel, il ne suffit pas d'examiner les relations de violence entre l'État et les acteurs non étatiques, il faut aussi axer l'analyse sur les contextes local et régional. Le nord du Mali, par exemple, n'a jamais été gouverné par l'État au sens occidental du terme. Bamako n'a jamais envisagé d'être en mesure de contrôler un territoire aussi lointain et n'en a d'ailleurs pas fait l'une de ses priorités. Les activités lucratives de l'État sont concentrées dans le sud agricole et le centre minier du pays. L'État malien n'a jamais non plus mis sur pied de véritable infrastructure pour fournir aux populations du Nord des marchandises ou des services sociaux, les laissant se « débrouiller » toutes seules,

économiquement et socialement. Les communautés du Nord comptent donc sur la pratique ancestrale des échanges régionaux et profitent de l'avantage certain que leur procure la « courroie de transmission » qu'est le Sahara lui-même. Autrement dit, elles se sont dotées de formes de gouvernance totalement indépendantes des institutions de l'État malien.

Le nord du Mali n'a jamais été gouverné par l'État au sens occidental du terme.

Vu sous cet angle, il n'est pas très logique de qualifier le nord du Mali de « zone hors de tout contrôle », contrairement aux idées reçues dans le secteur de la sécurité. Cette expression sous-entend (le plus souvent à tort) que les groupes qui vivent dans ces zones n'ont pas de contact avec le pouvoir central des États postcoloniaux et qu'ils sont plutôt susceptibles de se livrer à des activités illicites et violentes menaçant les institutions de l'État. Mais cette opinion ne tient pas compte du fait que, au lieu d'exercer un contrôle direct sur leur territoire, de nombreux États postcoloniaux d'Afrique administrent les régions peu peuplées en pratiquant un favoritisme clientéliste par l'entremise des élites et de personnes très influentes sur la scène locale. Dans le cas du nord du Mali, les élites locales proches des centres de pouvoir à Bamako ont reçu divers appuis, tacites comme directs, des autorités militaires et gouvernementales, qui ont facilité la mise en place de conditions propices aux activités illicites et à l'élimination des concurrents, même par la violence. Une telle dynamique de gouvernance s'est prêtée à l'implantation au Sahel de groupes islamistes armés, qui ont établi des liens sociaux et économiques avec les communautés locales au moyen de mécanismes de gouvernance limités, d'aumônes, de relations commerciales et de démonstrations de piété musulmane. Le nord du Mali n'a donc jamais été une « zone livrée à l'anarchie », en proie à la criminalité, au terrorisme et à d'autres problèmes du genre. Il s'agissait et s'agit encore d'une zone dans laquelle les lois sont promulguées et la gouvernance est assurée par un ensemble de parasouverains concurrents — qui ne permettent plus de savoir avec exactitude ce qui relève de l'État

— et où les pratiques sociales et économiques effacent la distinction entre acteurs publics et privés.

Implantation de groupes islamistes armés et liens socio-économiques dans le nord du Mali

AQMI est présente au Sahel parce qu'elle a réussi à tirer parti de ses relations dans la région et à établir et à entretenir des liens socio-économiques durables. Si 2003 est considérée comme l'année de référence dans la plupart des comptes rendus de l'implantation de membres du GSPC ou d'AQMI dans le nord du Mali, il est plus probable que les djihadistes algériens ont commencé dès 1999 à collaborer avec les populations des régions de Tombouctou et de Kidal — qui leur ont procuré de l'eau ou des biens comme des téléphones ou de l'essence. Certains vont jusqu'à dire que la présence d'islamistes algériens remonte au début de la guerre de 1992 en Algérie, lorsque ces derniers auraient noué contact avec des groupes rebelles maliens comme le Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA), qui se battait contre l'État malien.

Depuis 1999, AQMI et d'autres groupes djihadistes comptent sur leur légitimité à titre d'acteurs motivés par la religion pour obtenir et mettre à contribution l'appui de la population locale et pour recruter au sein des communautés religieuses du nord du Mali. Le recrutement semble être axé sur les communautés ayant une bonne connaissance de l'islam, surtout les tribus touarègues, arabes et peules du nord du Mali. Toutefois, les groupes djihadistes ont beau vouloir montrer et renforcer leur crédibilité religieuse, ils ne peuvent s'imposer par leur seule connaissance de l'islam. Avant de les appuyer ou même de joindre leurs rangs, les populations locales doivent pouvoir compter sur un soutien financier et une certaine protection, et avoir obtenu l'accord des acteurs influents sur la scène locale, qui « filtrent » les groupes islamistes armés. Ainsi, avant la rébellion de 2012 dans le nord du Mali, les katibas dirigées par Abou Zeid et Yahya Abou el-Hammam avaient réussi à tisser des liens sociaux avec des tribus touarègues de premier plan, particulièrement avec les influentes familles ifoghas qui jouaient le rôle d'intermédiaires sous le régime colonial français, puis avec l'État malien, depuis 1960. AQMI avait

également étendu ses activités de recrutement dans toute la région de Tombouctou et jusqu'en Mauritanie, particulièrement au sein des communautés arabes.

Le tristement célèbre Mokhtar Belmokhtar constitue lui aussi un exemple éloquent. Originaire de la ville saharienne commerçante de Ghardaïa en Algérie, Belmokhtar était rompu aux voyages dans la région, qui lui ont permis de forger des relations socio économiques avec les communautés du nord du Mali, qu'il a reliées à celles qui étaient établies plus loin en Algérie et en Libye. Ayant acquis de l'expérience à titre de membre du GIA au début de la guerre civile en Algérie (il a quitté cette organisation pour se joindre au GSPC en 1998), il s'est servi de ses réseaux pour amasser des fonds et échapper à l'importante présence militaire dans le sud de l'Algérie à la fin de la guerre civile. Ce sont ses relations qui ont permis à Belmokhtar de s'enraciner dans les populations locales, d'autant plus qu'il a appliqué la stratégie de l'alliance matrimoniale avec des familles de l'élite locale, ordonnant aux combattants qui lui étaient fidèles de faire comme lui. Ses liens matrimoniaux avec une tribu arabe bien connue du nord du Mali, les Kountas — élites religieuses traditionnelles qui affirment avoir acquis une expérience considérable en enseignement de l'islam à l'étranger —, ont étendu son pouvoir informel par-delà le nord du Mali, jusqu'en Mauritanie et au sud du Maroc, élargissant de ce fait son public cible pour le recrutement.

En cultivant son image d'acteur incontournable dans les communautés arabes du nord du Mali à Tombouctou, Belmokhtar a ensuite élargi ses réseaux, notamment en recourant à la violence et aux activités économiques illicites. Il s'est ainsi livré à diverses formes de contrebande (particulièrement de cigarettes et d'armes) et, plus important encore, s'est taillé une place dans l'industrie de l'enlèvement contre rançon encore naissante à l'époque dans la bande sahélo saharienne. Belmokhtar a ainsi noué d'étroites relations avec des intervenants économiques arabes établis dans la vallée du Tilemsi (dont bon nombre sont impliqués dans le trafic de stupéfiants) et avec les clans de l'élite touarègue de la région de Kidal. Les membres les plus influents de ces deux groupes, comme l'ancien maire de Tarkint, Baba Ould Cheikh, ou le tristement célèbre Iyad Ag Ghaly, rebelle

touareg ifogha devenu islamiste, étaient eux mêmes empêtrés dans plusieurs relations terriblement clientélistes de l'État malien et ont joué le rôle de négociateurs d'otages pour Belmokhtar et d'autres dirigeants d'AQMI.

En 2011, AQMI a commencé à se morceler, ce qui a mené à la création du MUJAO. En octobre de la même année, trois travailleurs humanitaires européens ont été enlevés près de camps de réfugiés contrôlés par le Front Polisario dans le sud de l'Algérie, enlèvements que le MUJAO a revendiqués peu après. Bien que les versions des événements diffèrent, de nombreux experts expliquent que le MUJAO a été créé par des membres non algériens d'AQMI (comme Hamada Ould Khaïrou) irrités par les stratégies de commandement et les visions géopolitiques contradictoires du groupe. Les dirigeants du MUJAO ont cherché à élargir le combat pour inclure des sites plus régionalisés tout en utilisant le nord du Mali comme base d'opérations. Le groupe a ainsi commis des attentats suicide en 2012 dans le sud de l'Algérie. Il a aussi enlevé sept diplomates algériens à Gao (il en a tué un et a fini par libérer les autres) lorsque les rebelles ont pris le pouvoir dans le Nord. Le MUJAO a utilisé astucieusement les rançons obtenues en échange des otages européens (il aurait reçu huit millions d'euros) et a commencé à recruter d'éventuels combattants dans les régions limitrophes de Ménaka, Gao et Tillabéri, notamment dans les communautés peules et arabes lamhar. De nombreux jeunes de Gao ont reçu de grosses sommes d'argent comptant, habituellement des euros, à échanger contre des francs ouest-africains dans le Niger voisin — service pour lequel ils touchaient une commission. La stratégie de soutien des communautés de Gao a toutefois été étendue au-delà des paiements en argent comptant. Les combattants du MUJAO ont établi des circuits de protection dans la ville afin d'empêcher les rebelles nationalistes touareg de saccager les entreprises locales et éventuellement de violer les femmes. La situation a atteint son paroxysme en juin 2012, lorsque les combattants du MUJAO ont expulsé ceux du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) de la ville et par la suite de la région voisine de Ménaka.

Le MUJAO a toujours pris soin de se doter à la fois d'une touche locale et de symboles régionaux de religiosité en assurant la liaison avec les communautés limitrophes de Gao. En compagnie de Belmokhtar, ses dirigeants ont rencontré les élites religieuses de la région de Gao, notamment des tribus peules et songhaïs, auxquelles ils ont demandé de l'aide pour imposer la charia. Cette pratique a contribué à faire monter en flèche le nombre de leurs partisans et de leurs combattants et à renforcer leur crédibilité à titre de djihadistes « sans frontières » qui n'accorderaient aucune importance à l'origine de leurs combattants (en dépit du fait que seuls les noirs se soient vu imposer des peines pour des infractions à la loi islamique à Gao, jamais les Arabes ou les Touareg). Les pratiques du MUJAO révèlent une tendance à chercher à développer des relations socio économiques, puis à porter un intérêt apparent aux communautés qui ont de solides connaissances religieuses et qui sont tenues à l'écart ou négligées par l'État malien.

L'occupation de Tombouctou par AQMI (quoiqu'en théorie par Iyad Ag Ghaly d'Ansar Eddine) et de Gao par le MUJAO a été une expérience de gouvernance. L'administration des villes a été confiée aux combattants ayant des antécédents de solides relations avec leurs populations locales respectives. Au départ, les habitants ont appuyé ces nouveaux gouverneurs islamistes, parce que le MUJAO, par exemple, avait éliminé les taxes et les frais de douanes, subventionnait le coût de la nourriture, assurait la liaison avec des ONG et des associations musulmanes à Bamako pour la prestation d'aide humanitaire et réparait même des génératrices, des puits et d'autres équipements et biens publics. Plus important encore, ces groupes ont reçu le soutien des populations locales pour avoir réduit drastiquement le banditisme armé et d'autres infractions criminelles mineures, comme le vol de motocyclettes. Cependant, la multiplication des peines imposées par les régimes d'AQMI et du MUJAO à la suite d'infractions, notamment à Gao, a provoqué des manifestations publiques et des appels à un retour à une « vie normale ». Pourtant, à ce jour, la plupart des comptes rendus de la gouvernance du Nord par ces groupes parlent d'une période de calme relatif, surtout comparativement au retour difficile par la suite de l'armée et des

représentants de l'État du Mali ou à l'insécurité constante caractérisée par les combats postérieurs à l'accord d'Alger entre les groupes armés signataires concentrés dans la région de Kidal.

Effets des interventions militaires internationales

L'offensive militaire de la France a gravement morcelé les groupes islamistes armés dans le nord du Mali. En même temps, les pressions exercées par les forces militaires des pays voisins du Mali le long de ses frontières ont incité certains islamistes à renoncer à leurs relations avec des organisations islamistes. Les groupes islamistes armés actifs dans la bande sahélo-saharienne sont donc passés simultanément par des processus de fracture et de reconfiguration.

L'opération Serval a été extrêmement efficace. D'après les estimations, AQMI et le MUJAO, qui comptaient quelque 3 000 militants armés, n'en auraient plus eu que de 500 à 800 au milieu de 2013. Plusieurs dirigeants de premier plan ont été tués, dont Abou Zeid et Ould Hamaha. En 2015, les forces françaises ont abattu le cofondateur du MUJAO, Ahmed al Tilemsi (Ahmed Ould Amer), ainsi qu'un proche conseiller des dirigeants d'Ansar Eddine, Ibrahim Ag Inawalen (Ibrahim Bana) et l'ancien chef de la katiba al-Ansar d'AQMI, Abdelkrim el Targui. Sanda Bouamana s'est même livré aux autorités algériennes en 2013 et a par la suite été extradé vers la Mauritanie, mais a été remis en liberté depuis.

D'autres, comme Belmokhtar et Ould Khaïrou, ont cependant fait preuve de résilience face aux interventions armées de la communauté internationale. En janvier 2013, la katiba al-Mouthalimin de Belmokhtar, aidée par des combattants d'un groupe armé du sud de l'Algérie, le Mouvement des fils du Sahara pour la justice (MFSJ), a attaqué le complexe gazier d'In Aménas, faisant 37 morts, principalement des travailleurs étrangers. En mai 2013, le groupe de Belmokhtar a frappé la base militaire d'Agadez et la mine d'uranium d'Arlit, exploitée par des intérêts français, toutes deux au Niger. La présence internationale était pourtant considérable sur ces deux sites, les forces spéciales des États-Unis et de la France étant basées à Agadez. Plus tard au cours de la même année, l'Agence Nouakchott

d'information a annoncé que la katiba de Belmokhtar et le MUJAO avaient fusionné pour créer un nouveau groupe islamiste armé, al-Mourabitoune (qui a par la suite prêté allégeance au dirigeant du noyau d'al Qaïda, Ayman al-Zawahiri, et pris le nom d'al Qaïda en Afrique de l'Ouest).

Cependant, il ne faut pas nécessairement voir dans la création d'al-Mourabitoune la preuve que Belmokhtar a complètement renoncé à AQMI. Il est certain que le succès des attaques menées à In Aménas et dans le nord du Niger, en plus de démontrer les capacités de planification supérieures d'al-Mourabitoune, a accru considérablement la notoriété et la crédibilité de Belmokhtar à titre de djihadiste. Toutefois, ces opérations ont rappelé ses activités antérieures à titre de commandant d'une katiba d'AQMI, notamment les attaques d'envergure commises sous son commandement en Algérie au milieu des années 2000, ainsi que sa capacité de rassembler des combattants de diverses populations dans l'ensemble de sa zone d'influence géographique — autrement dit, de faire jouer ses relations sociales locales et régionales, ce que son rival, le défunt Abou Zeïd, n'est jamais parvenu à réussir aussi bien que lui. Si AQMI a pu à l'origine s'implanter et se propager dans la bande sahélo-saharienne, c'est grâce au poids et à la pertinence combinés de ces relations locales et régionales entre groupes vivant en toute indépendance de l'État. C'est pourquoi, bien qu'ils constituent des organisations plus ou moins agencées, qui ont souvent des pratiques, des responsabilités et des règles bien définies (quoiqu'informelles), ces groupes sont fragmentés, se comportent davantage comme un réseau de cellules et ont une structure qui fluctue. Leurs membres ont en commun d'avoir des affinités avec de multiples relations sociales et de leur être fidèles, ce qui les rend susceptibles à tout moment de changer d'allégeance en période de conflit violent.

Leurs membres ont en commun d'avoir des affinités avec de multiples relations sociales et de leur être fidèles, ce qui les rend susceptibles à tout moment de changer d'allégeance en période de conflit violent.

En 2015, al-Mourabitoune a revendiqué plusieurs attaques contre des cibles étrangères au Mali : celle contre un hôtel de Sévaré où descendent régulièrement des entrepreneurs des Nations Unies, une autre contre la boîte de nuit La Terrasse, à Bamako, et enfin la tristement célèbre et meurtrière attaque contre l'hôtel Radisson Blu de Bamako en novembre 2015. Cette dernière, qui a été menée de concert avec des combattants d'AQMI, montre bien que les groupes armés islamistes exposés à des pressions internationales sont prêts à se reconfigurer. Al-Mourabitoune a d'ailleurs annoncé sa fusion avec AQMI peu après. De plus, les attaques menées par al Mourabitoune dans toute l'Afrique de l'Ouest (au Burkina Faso en janvier 2016, à Grand Bassam en Côte d'Ivoire deux mois plus tard et peut-être au Niger en octobre) ont complété certaines attaques d'AQMI contre les forces internationales dans le nord du Mali ainsi que contre tout individu ou groupe dans le Nord semblant avoir collaboré avec les forces internationales, ce qui a provoqué une hausse marquée de l'insécurité au cours de la période qui a suivi l'opération Serval.

Le centre du Mali et la région de Tillabéri au Niger ont aussi été pris pour cible par des groupes djihadistes nouvellement formés. Un imam peul local, Amadou Kouffa, dirige le groupe maintenant connu sous le nom d'Ansar Eddine Macina. Les troupes de Kouffa, soutenues par son ami et protecteur, Iyad Ag Ghaly, étaient à la tête des islamistes qui ont marché sur Mopti à la fin de 2012, provoquant l'intervention de la France. Depuis 2015, Ansar Eddine Macina a lancé des attaques dans tout le centre du Mali, près de Mopti, Sévaré, Tenenkou et Nampala. Le groupe aurait tiré parti du recrutement de combattants peuls, dont bon nombre s'étaient battus sous le commandement de Belmokhtar et d'Ould Khaïrou dans la région de Gao en 2012. Comme il a déjà été mentionné, l'adhésion à un groupe islamiste armé est multidimensionnelle. L'appel au djihad de certains combattants d'Ansar Eddine Macina était fondé sur la nécessité de défendre les communautés peules (particulièrement les pasteurs) contre les représailles et les vols de bétail perpétrés par les membres des forces militaires maliennes de retour, une stratégie qui aurait profité de l'imposition plus large de la charia. Là encore, les activités de ce groupe montrent bien qu'il conteste violemment l'État malien, parce

qu'il est constitué de la population sans doute la plus vulnérable et la plus marginalisée du pays : le peuple peul. Toutefois, les efforts limités déployés par Ansar Eddine Macina pour gouverner et assurer la sécurité ont été accompagnés d'une flambée de violence intracommunale contre les imams et les chefs de village peuls qui sont depuis toujours étroitement associés aux réseaux clientélistes de l'État malien.

Depuis le milieu de 2014, la France a étendu sa zone d'intervention à toute la région du Sahel afin de débusquer et d'éliminer les éléments dispersés de ces groupes djihadistes (plus particulièrement AQMI et le MUJAO). Ces derniers se sont révélés extrêmement résilients précisément parce qu'ils sont en mesure de former des réseaux de relations socio-économiques en se concentrant sur les populations qui ont régulièrement été maintenues à l'écart des réseaux de favoritisme de l'État malien. Les commandants d'AQMI sont exceptionnellement bien placés pour fournir des marchandises et des services sociaux, des débouchés sur le marché ainsi qu'une protection aux populations nomades de tout le Sahel. Ils fondent leurs activités sur leur crédibilité religieuse, reconnue par les communautés ayant adopté des interprétations religieuses semblables au cours des 20 dernières années. Malgré les rivalités qui les opposent, les groupes islamistes armés de la région sahélo-saharienne peuvent servir d'intermédiaires entre les populations locales de toute la région. Même si leurs efforts de gouvernance ont été partiellement couronnés de succès en 2012, ils font toujours face à de complexes luttes politiques locales, qui les placent en opposition avec les notables exerçant l'influence dominante dans le Nord, particulièrement dans la région de Kidal. En dépit de la période de reconfiguration qu'ils traversent, ces groupes réussissent toujours à mener des opérations et ont trouvé un nouveau refuge dans le sud de la Libye, à l'extérieur du territoire couvert par l'opération Barkhane, prouvant une fois de plus leur faculté d'adaptation et la nature durable de leurs relations.

CHAPITRE 2

DAECH A-T-IL TROP
PRÉSUMÉ DE SES
FORCES EN LIBYE?

Au lieu de parvenir à un règlement politique en Libye, le gouvernement d'union nationale n'est en fait devenu qu'une faction de plus, la troisième, dans la guerre civile qui déchire le pays. Les institutions gouvernementales sont fragmentées et ne sont pas en mesure de faire une évaluation cohérente de l'avancée de Daech sur la scène locale. Ce dernier a essayé de s'installer dans l'est de la Libye, à Derna, à Benghazi et à Syrte. Les troupes de Daech expulsées de Syrte étaient essentiellement constituées de combattants d'expérience originaires de l'Afrique du Nord et de l'Ouest, qui se sont enfuis dans les régions avoisinantes. On ignore de quelle façon ils projettent de soutenir un Daech dépourvu de territoire et les évaluations des services de renseignement libyen sur la question ne s'avèrent pas d'une grande utilité, car ces organismes cherchent de plus en plus à se faire concurrence.

La guerre civile en Libye a été profitable à Daech

La Libye est un pays en guerre, avec trois gouvernements rivaux et un processus de paix à la dérive négocié sous l'égide des Nations Unies. Le gouvernement d'union nationale, soutenu par les Nations Unies, était essentiellement chargé de mettre en œuvre l'Accord politique libyen, un arrangement pris pour aider les principales factions belligérantes du pays à parvenir à un règlement. « Instance provisoire » mise sur pied en décembre 2015, il n'est toutefois pas parvenu à ramener la paix dans l'est et dans l'ouest du pays ni à obtenir le soutien nécessaire pour lui permettre de rétablir des liens entre le pouvoir central et le réseau éclaté d'institutions politiques, économiques et responsables de la sécurité qui gouvernent un peu partout dans le pays. En dépit des efforts considérables déployés pour

que le Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale rassemble le plus grand nombre d'intervenants politiques et tribaux, cet exercice s'est avéré plutôt symbolique, car, le Conseil présidentiel, installé dans un endroit isolé du littoral tripolitain, n'exerce son influence que sur une zone géographique limitée.

C'est ainsi que le pays demeure aussi divisé qu'il l'était pendant la guerre civile de 2014-2015 qui a opposé les intervenants de l'opération Dignity (dans l'est de la Libye) et les militants de l'Aube de la Libye (dans l'ouest du pays).

L'incapacité du Conseil présidentiel de mettre fin aux dissensions entre les forces militaires rivales et de rapprocher les membres d'un appareil du renseignement déchiré a laissé la Libye en position de faiblesse dangereuse par rapport à Daech² et a contribué à créer un milieu propice aux djihadistes salafistes. Le pays souffre non seulement de la porosité de ses frontières, longues de plusieurs milliers de kilomètres, mais également des luttes intestines que se livrent ses forces de sécurité rivales, incapables de communiquer entre elles, qui cherchent à se discréditer mutuellement et qui consacrent l'essentiel de leurs ressources à des activités tribales et politiques sans s'attaquer à la menace djihadiste salafiste. Par conséquent, les forces politiques libyennes sont pour ainsi dire aveugles quant à la nature du danger représenté par Daech et les groupes qui y sont associés. Leurs affirmations selon lesquelles elles s'acharnent à lutter contre ces groupes extrémistes sont ainsi trompeuses.

L'est de la Libye

Derna, la wilaya Barqa et Daech

La montée de Daech en Cyrénaïque, région orientale de la Libye, a commencé six mois après le début de l'opération Dignity à la fin de 2014, avec la création à Derna du Conseil consultatif de la jeunesse islamique (Majlis al Choura Chabab al-Islam) par des djihadistes salafistes de retour de Syrie et d'Irak.

Le Conseil consultatif de la jeunesse islamique est un exemple particulier du milieu djihadiste salafiste, et la raison de sa montée et

de son déclin subséquent. Il est issu essentiellement de querelles locales opposant une ancienne garde de djihadistes repentis et ayant abandonné le djihad à de jeunes combattants de retour au pays après avoir pris part au conflit syrien. Ainsi, la brigade al Battar, une formation libyenne qui a participé aux combats en Syrie en 2012 et en 2013, est revenue à Derna, impatiente de prendre le contrôle de la ville. Toutefois, ses velléités ont été étouffées par la Brigade des martyrs d'Abou Salim, un groupe constitué principalement d'anciens djihadistes libyens repentis et ayant renoncé au djihad auxquels se sont joints de jeunes habitants de Derna qui avaient pris les armes pour lutter contre l'ancien régime en 2011.

(...) [Le] milieu djihadiste de Derna est composé d'individus plus investis dans la lutte contre les éléments de l'ancien régime, comme le général Khalifa Haftar et ses semblables, que dans l'expansion d'un califat.

À la fin de 2014, l'envenimement de la situation à Derna a déclenché une guerre civile dans l'est de la Libye. La brigade al-Battar, soutenue par de jeunes djihadistes de la région avides de participer à l'instauration du soi-disant califat, a mis sur pied le Conseil consultatif de la jeunesse islamique de Derna, la première ramification et province de Daech en Libye, à la fin de 2014. Abou Nabil al-Anbari, membre haut placé de Daech et ancien gouverneur en Irak, a été proclamé émir de Libye. Le Conseil consultatif de la jeunesse islamique de Derna a créé des tribunaux islamiques dirigés par un juge yéménite ainsi qu'un service de police islamique et un diwan al-Hisba³, reproduisant ainsi la structure politique du califat en Syrie et en Irak.

Toutefois, le Conseil consultatif de la jeunesse islamique de Derna a été rejeté parce qu'il était constitué de jeunes gens tourmentés et en colère qui ne respectaient pas leurs aînés ou parce que les djihadistes locaux refusaient d'être dirigés par un calife et gouverneur étranger en la personne d'al-Anbari.

La présence du Conseil a donné aux forces de l'opération Dignity le prétexte dont elles avaient besoin pour attaquer la ville à partir de février 2015. Pourtant, elles s'en sont prises presque exclusivement à la Brigade des martyrs d'Abou Salim ou à l'infrastructure de la ville. En réaction, la Brigade et ses groupes affiliés ont pris les armes en décembre 2015 et ont chassé les membres du Conseil avec l'aide des résidents.

Une froide réalité du [Le] milieu djihadiste de Derna est qu'il est composé d'individus plus investis dans la lutte contre les éléments de l'ancien régime, comme le général Khalifa Haftar⁴ et ses semblables, que dans l'expansion d'un califat.

Benghazi : Daech se fait un nouvel ennemi

À Benghazi, Daech a eu du mal à rester une organisation soudée dans un milieu extrêmement polarisé, dominé par de prétendus révolutionnaires et la soi-disant Armée nationale libyenne (ANL) dirigée par le général Khalifa Haftar.

Le Conseil de la choura des révolutionnaires de Benghazi, affilié à l'Aube de la Libye, se bat contre les forces du général Khalifa Haftar depuis juillet 2014. Il s'agit d'un conseil militaire constitué de milices islamistes et djihadistes, dont certaines sont liées à des tribus (p. ex. la katiba du 17-Février et le Bouclier libyen, dont les membres sont originaires de Misourata et principalement basés à Benghazi) et à Ansar al-Charia (AAC), une ramification d'al-Qaïda accusée d'avoir attaqué la mission diplomatique américaine en 2012.

Les liens noués par le Conseil de la choura des révolutionnaires de Benghazi avec AAC peuvent également être interprétés comme une façon de contrer la tentative de prise de contrôle de Daech. AAC a remplacé à maintes reprises ses membres assassinés (notamment son chef, Mohammed al-Zahawi, en 2015) par des djihadistes influents originaires de Misourata, comme Abou Khaled al-Madani. Cette stratégie vise à assurer qu'AAC colle au profil local des dirigeants du Conseil. Au début de 2015, la défection d'un chef influent d'AAC, Abou Abdallah al-Libi, qui s'est joint à Daech, a porté un coup dur au

groupe, mais al-Libi a lui aussi été remplacé rapidement. Certains combattants d'AAC sont passés individuellement à Daech et de petites cellules de Daech ont été mises sur pied à Benghazi et mènent des opérations dans la ville.

Les combattants d'AAC sont susceptibles de faire défection et de passer à Daech, car les deux groupes ont adopté la même idéologie fondée sur la religion. Pourtant, des différences fondamentales entravent la montée de Daech. En effet, les combattants d'AAC ne partagent pas les objectifs transnationaux de Daech et se considèrent essentiellement comme les membres d'un groupe révolutionnaire, ce qui est d'autant plus vrai pour les combattants basés à Benghazi. Ils ont le sentiment de faire partie de l'histoire de la Libye et de sa guerre civile, les affrontements avec l'ANL étant dictés par des querelles locales et personnelles depuis 2012.

Les groupes satellites de Daech sont relativement nouveaux sur le théâtre d'opérations de Benghazi et ont été mis sur pied après le déclenchement de la guerre civile. L'organisation a eu du mal à se faire une place parmi les multiples groupes et milices aux influences tribales qui opèrent à Benghazi ainsi qu'à analyser la problématique compliquée au cœur même de la guerre civile. Comme les messages de Daech ne sont pas parvenus à trouver écho auprès de son public cible, constitué de groupes et milices vulnérables, le Conseil de la choura des révolutionnaires de Benghazi est demeuré en grande partie indifférent à sa présence.

Dans le numéro de février 2016 du magazine *Dabiq*, l'ancien « émir » de Daech a vivement reproché au Conseil et à l'AAC leur refus de se joindre à Daech. La présence de toutes nouvelles coalitions - à l'instar de la brigade de défense de Benghazi en avril 2016 -, qui prennent spécifiquement Daech et les forces du général Haftar pour cible à Benghazi, révèle l'incapacité de Daech de cohabiter avec les groupes qui par ailleurs avaient fait preuve d'une certaine ambivalence face à sa montée en puissance.

Libye occidentale

Syrte : la wilaya de Trablous

La ville côtière centrale de Syrte représente peut-être la plus grande réussite de Daech en Libye jusqu'à présent. Largement oubliée dans la Libye de l'après-révolution, Syrte est passée aux mains d'un bataillon djihadiste révolutionnaire connu sous le nom des brigades al Farouq en 2012. Ce bataillon est ensuite devenu une antenne d'AAC en 2013, mais a commencé à se transformer à la fin de 2014. La mort de son chef au début de la guerre civile a fait dérailler le processus décisionnel au sein du groupe. Coupé d'AAC qui combattait à Benghazi, il a commencé à répondre aux avances de membres haut placés de Daech, qui avaient jeté leur dévolu sur Syrte et sur le groupe djihadiste.

Ce dernier s'est joint à Daech au début de 2015 et a rapidement entrepris de mettre sur pied les mêmes institutions qu'à Derna. Sans rivaux influents ni brigades pour s'opposer à son ascension à Syrte, Daech est parvenu à asseoir sa mainmise sur la ville.

Dérive baasiste

Syrte est le meilleur endroit pour observer la mise en œuvre de la vision djihadiste apocalyptique en Libye. Daech s'est livré à des décapitations et à des exécutions à grande échelle de coptes, a menacé de se lancer à la conquête de Rome à partir des côtes de la Libye et a invité des djihadistes du monde entier à se joindre à lui.

Syrte est le meilleur endroit pour observer la mise en œuvre de la vision djihadiste apocalyptique en Libye.

Daech a obtenu des résultats mitigés à Syrte. Le groupe est parvenu à recruter des combattants de la Tunisie voisine ainsi que de pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, mais n'a pas réussi à étendre son emprise en Libye. Il s'est empêtré en grande partie dans son incapacité à dominer le débat dans la Libye de l'après-révolution.

Alors qu'il était parvenu à tirer parti des profonds fossés confessionnels qui existent en Syrie et en Irak pour recruter de nouveaux membres,

Daech s'est montré incapable de s'infiltrer dans le tissu tribal de la société libyenne ou d'exploiter les rivalités tribales à son avantage, et ce, malgré l'envoi de plusieurs délégations dans le pays en 2015 pour essayer de recruter des membres. Son échec est particulièrement révélateur lorsque l'on constate que le groupe n'est pas parvenu à étendre son influence à Djoufra, une communauté proche de Syrte, dont la population, comparable à celle de Syrte, est constituée des mêmes tribus et manifeste un degré semblable de désillusion quant à la révolution ratée.

Daech n'est pas non plus parvenu à conclure un pacte avec des éléments de l'ancien régime, contrairement à ce qu'il avait réussi à faire en Irak avec des membres du parti Baas. À leur arrivée à Syrte, les militants du groupe ont informé la population qu'ils ne toléreraient aucune dissidence ou opposition. Ils ont rassemblé les membres de l'ancien appareil de sécurité de Kadhafi encore présents dans la ville et leur ont ordonné de se repentir et de se joindre à eux. Ceux qui refusaient étaient emprisonnés ou tués. Ils sont allés jusqu'à réprimer violemment une manifestation favorable à Kadhafi au milieu de 2015.

Opération al-Bunyan al-Marsous : Les limites de la campagne militaire et la force cachée de Daech

À première vue, la campagne militaire semble avoir été efficace contre Daech à Syrte. Depuis avril 2016, des individus pour la plupart originaires de Misourata et rassemblés sous la bannière de l'opération al-Bunyan al-Marsous menée par le gouvernement d'union nationale combattent Daech. Ils contrôlaient presque 95 pour 100 de Syrte à la mi-octobre 2016 et pourraient maintenant être sur le point de reprendre la totalité de la ville. Ils sont également parvenus à prendre pour cible le chef de Daech sur place, le Libyen Hassan Karami, et ont adopté une approche systématique, cherchant à éliminer les Syriens et les Irakiens envoyés pour diriger les opérations de Daech.

Toutefois, sur le plan des opérations, ce sont les échelons intermédiaires distincts de Daech qui sont peut-être les éléments les plus meurtriers du groupe, et sa composante la plus négligée. Ces échelons intermédiaires se distinguent énormément du reste de

l'organisation, parce qu'ils ne sont pas envoyés pour gouverner, mais pour combattre. Ils sont essentiellement constitués de combattants endurcis et de militaires, surtout originaires de Mauritanie, du Sénégal, du Mali et de Tunisie.

Ces échelons intermédiaires ressemblent peu à Daech en tant que groupe. Tandis que les dirigeants syriens, irakiens, libyens et tunisiens de Daech communiquent en arabe avec leurs troupes et s'expriment en anglais et en arabe dans des vidéos et dans le magazine *Dabiq*, les échelons intermédiaires du groupe affilié à Daech en Libye parlent français. Ils représentent le moteur militaire de l'organisation et ont l'expérience des combats et des insurrections. Il s'agit essentiellement de transfuges de groupes idéologiquement proches d'al-Qaïda au Maghreb islamique, comme al-Mourabitoune, et de vétérans de rébellions et de conflits qui durent depuis longtemps dans le Sahel.

Selon des sources au sein de l'opération al-Bunyan al-Marsous, un grand nombre d'entre eux se sont enfuis dans les semaines qui ont précédé le déclenchement de l'opération. Ils se trouvent maintenant à Oubari à proximité de la frontière algérienne, dans le village de Hneywa au sud de Syrte et ils ont également créé une petite cellule près de Sabha.

Après la perte de Syrte, Daech a perdu de son importance en Libye et le groupe ne contrôle plus de territoire. Cependant, il est préoccupant que ni les autorités libyennes ni les forces internationales ne semblent s'intéresser aux échelons intermédiaires de Daech en tant que force combattante. Daech pourrait profiter du chaos qui règne en Libye avec la guerre civile qui se poursuit et du désintérêt de la communauté internationale qui ne tente plus activement de régler ce conflit, pour se risquer à mener de nouvelles opérations.

CHAPITRE 3

AL-QAÏDA AU MAGHREB
ISLAMIQUE CONTINUERA-T-ELLE
DE PROSPÉRER?

En réaction aux opérations militaires menées par la France dans le Sahel à partir de 2013, al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a modifié sa stratégie et a noyé son identité en faisant corps avec des forces et des groupes ethniques antigouvernementaux locaux. Cette tactique lui a permis d'augmenter le rythme de ses attaques et de devenir indispensable aux rebelles et aux trafiquants locaux. Les tentatives de Daech pour s'implanter dans la région ont échoué, car AQMI exerce son emprise sur les activités djihadistes qui s'y déroulent. Pourtant le nord du Mali est le seul véritable sanctuaire géographique du groupe.

Le renouveau d'AQMI au Sahel

La menace que représente Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Sahel fait l'objet d'appréciations divergentes. Si les militaires français jugent l'efficacité des Opérations Serval et Barkhane à l'aune du nombre important de combattants tués et de l'interruption relative des voies de communication du groupe terroriste entre le Mali et la Libye, une vision plus réaliste des choses incite à nuancer ce bilan.

Si quelques opérations françaises notables sont survenues en territoire nigérien en 2013 et 2014 contre des convois d'Al-Mourabitoune et d'Ansar Dine, la présence de Barkhane à Madama, au Niger, n'a pas empêché le maintien de relations de coopération opérationnelle entre les théâtres djihadistes maliens et libyens, qui utilisent le Niger comme territoire de transit. L'autre voie de passage, l'Algérie, est également empruntée par les militants, neutralisant toute capacité d'intervention française sans « droit de poursuite » en territoire algérien.

En termes d'attaques perpétrées, AQMI n'a jamais été aussi menaçante. Si le nombre d'attaques liées à des engins explosifs improvisés (EEI) et d'attentats suicides avaient beaucoup chuté avant le début de 2014,

ce nombre atteint désormais des niveaux records. Le nombre d'attaques par EEI durant le premier semestre de 2016 est le double de celui sur la même période en 2015.

Cette force d'AQMI traduit la capacité de l'organisation à surmonter les deux principaux défis auxquels elle a été confrontée depuis 2013 : le déclenchement de l'Opération Serval en janvier 2013, et l'influence sahélienne de Daech⁵, qui a contraint AQMI à intensifier ses attaques, à moderniser sa communication et à réunifier l'ensemble des groupuscules terroristes (Ansar Dine, Al-Mourabitoune) sous le label d'AQMI.

La lutte contre AQMI, menée principalement par la France, semble s'enfermer dans les limites classiques de la guerre asymétrique. Si plusieurs centaines de combattants d'AQMI, du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et d'Ansar Dine ont été « neutralisés » depuis 2013, dans le même temps la capacité de projection de ces groupes n'a pas cessé de s'étendre, que ce soit au Mali ou plus largement en Afrique de l'Ouest. En plus des attentats commis à Agadez et à Niamey, au Niger, en 2013, la nébuleuse AQMI s'est aussi rendue responsable d'attentats à Ouagadougou (Burkina Faso) et à Grand Bassam (Côte d'Ivoire). Au Mali, la capacité d'action de l'organisation s'est étendue au sud, avec l'attentat de l'hôtel Radisson Blu et les attaques perpétrées dans la région de Sikasso (Misseni et Fakola) en 2015. La perte de chefs de *katiba* (Abou Zeid, Oumar Ould Hamaha, Ahmed el-Tilemsi, Abdelkrim el-Targui) n'a pas non plus altéré la force d'AQMI. Elle aurait tout au plus joué un rôle dans la réunification des différents groupes au sein d'AQMI.

(...) la perte de contrôle des villes n'a guère signifié la perte d'influence ou de capacités d'action de l'organisation terroriste (...)

En somme, la perte de contrôle des villes de Tombouctou, Kidal et Gao, où AQMI avait mis en place une administration, n'a guère signifié la perte d'influence ou de capacités d'action de l'organisation terroriste, sur le modèle de ce que l'on peut voir, par exemple, dans d'autres

théâtres : au Yemen avec le retrait d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) de Mukallah en avril 2016; en Somalie avec la reprise de Kismayo; au nord du Nigeria avec le retrait de Boko Haram des principales villes de l'état de Borno. Au Mali, les différentes organisations terroristes ont adapté leurs modes d'action à la présence française : renforcement drastique de la sécurité opérationnelle; multiplication des attentats suicides et désormais des attaques complexes (opérations tactiques couplées à des attentats suicides), qui exigent une capacité de planification et de maîtrise du territoire qui ne peut se faire sans l'appui des populations locales; et implantation locale du djihad afin de gagner en solubilité au sein des populations locales.

Quel avenir pour AQMI au Sahel ?

Implantation locale du djihad

Si l'implantation locale du djihad a pu s'opérer si facilement depuis 2013, c'est avant tout parce qu'elle rencontre un écho certain au sein de la population. Cette dynamique se poursuit et risque de s'intensifier. Elle complexifie grandement la lutte contre l'organisation terroriste, gommant les frontières entre nomades, combattants rebelles et djihadistes.

Depuis 2013, un nombre toujours plus important de locaux sont venus gonfler les rangs de l'organisation terroriste quand, dans le même temps, les étrangers (Tunisiens et Algériens notamment) ont massivement quitté le nord du Mali pour rejoindre la Libye. Cela participe d'une stratégie établie (et conçue par Al-Qaïda) pour faire reposer le projet d'AQMI sur ses groupes locaux, au travers de deux *katiba* touareg (Youssef Ibn Tachfin et Al-Ansar), et qui gravite désormais autour d'une organisation locale, Ansar Dine, dont le lien organique avec AQMI ne fait aucun doute mais n'est pas mis en avant. Il en est de même d'Al-Chabab, qui a toujours entretenu une certaine distance par rapport à Al-Qaïda, ou plus récemment de Jabhat Al-Nosra, devenue Jabhat Fatah al-Sham, détachée organiquement d'Al-Qaïda en vue de dynamiser son recrutement local. Ces formes d'autonomie ont été cautionnées par Ayman al-Zawahiri en personne.

La résultante de cette dynamique se lit avec gravité au Mali. Des territoires entiers du nord du Mali sont sous le contrôle de certaines fractions tribales qui opèrent pour le compte d'AQMI. C'est tout particulièrement le cas de la fraction arabe Al-Wasra dans la région de Taoudéni. Originellement sans aucune influence au sein de la communauté arabe, cette fraction est devenue incontournable grâce au pouvoir conféré par AQMI. L'enracinement local touche considérablement la communauté peulh dans les régions de Gao et de Mopti, dont la surreprésentation dans les rangs d'AQMI est avérée.

Les raisons de cet enracinement sont à chercher du côté des États. Si le processus de radicalisation s'opère, c'est qu'il se nourrit de dynamiques endogènes : injustice généralisée; islamité refoulée; marginalisation de certaines tendances de l'Islam; chômage; développement d'activités jugées interdites; etc. Ces facteurs sont peu ou prou observables dans l'ensemble des sociétés saharosahéliennes. Par conséquent, la capacité d'AQMI à pénétrer ces contextes existe, mais la durabilité de son enracinement dépendra étroitement du niveau de contrôle opéré par les États. Cette variable explique très largement pourquoi AQMI n'a jamais pu s'implanter fermement au Niger, où les réseaux nomades, y compris les combattants, demeurent rattachés à l'État central.

En cas de crise territoriale profonde, à l'instar de ce qui pourrait survenir en Côte d'Ivoire en 2020 par exemple, AQMI pourrait tenter de se sanctuariser en se nourrissant de l'absence d'État et d'une dynamique de conflictualité. Tant que les États demeurent relativement maîtres de leur territoire, l'influence d'AQMI se limitera à des cellules clandestines en capacité de mener des attaques contre des cibles étatiques ou occidentales.

Un rapprochement croissant avec les groupes armés

La présence occidentale au Sahel est appelée à durer. La liberté de circulation des groupes djihadistes s'en trouve donc durablement entravée, les obligeant à s'appuyer sur des partenaires plus fréquentables. Dès lors que la distinction est opérée et opérante entre

groupes armés signataires et groupes armés djihadistes, les premiers étant relativement protégés de toute intervention armée internationale, les seconds ont intérêt à se dissimuler derrière eux. Cette tendance va donc se poursuivre. Dans le pire des scénarios, on pourrait voir la reprise d'une rébellion au sein de laquelle combattants rebelles et djihadistes seraient à ce point mêlés qu'il serait vain pour une force armée occidentale d'intervenir sur le modèle de ce qui s'est fait en janvier 2013.

Tant que les États demeurent relativement maîtres de leur territoire, l'influence d'AQMI se limitera à des cellules clandestines en capacité de mener des attaques contre des cibles étatiques ou occidentales.

Il convient toutefois de comprendre les motivations des groupes armés alliés aux groupes djihadistes. Ils se trouvent avant tout dans l'obligation de composer avec la force dominante. Il s'agit pour eux d'une condition de leur maintien d'un contrôle territorial essentiel à la maîtrise des routes trafiquantes. De surcroît, dans un contexte de tensions extrêmement vives entre groupes de plateforme et de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), bénéficier d'une protection des groupes djihadistes s'avère essentiel. Enfin, l'ancrage des groupes djihadistes est si profond au nord du Mali qu'il serait suicidaire pour un groupe armé de vouloir s'en prendre à un groupe djihadiste, quand bien même ce groupe aurait l'appui ponctuel des forces internationales. Il convient donc de ne pas s'attendre à un changement de configuration à court ou moyen terme. En somme, le seul facteur qui pourrait bouleverser ces dynamiques collusives est un renversement des rapports de force militaires entre groupes armés rebelles et djihadistes.

En tout état de cause, des alliances sont généralisées. Les deux branches du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) basées dans la zone de Beropèrent comme sous-traitants d'AQMI, que ce soit dans l'approvisionnement logistique ou bien dans l'accomplissement de missions opérationnelles. Le MAA soutenant la Plateforme des mouvements d'autodéfense⁶ localisé dans le Tilemsi entretient des

relations consubstantielles et organiques avec Al-Mourabitoune. La donne est la même concernant le front peulh dans le Centre du Mali. Si une partie des combattants peulh opère au sein d'Ansar Dine via la nouvelle *katibat* Macinah, le ralliement de l'ANSIPRJ⁷ (non djihadiste) à ce front peulh a pour effet de diluer la dimension djihadiste du mouvement. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'attaque de Nampala en juillet 2016, revendiquée par l'ANSIPRJ, alors qu'elle fut l'œuvre de combattants d'Ansar Dine. Enfin, l'appartenance duplice de jeunes combattants Ifoghas au Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et à Ansar Dine n'est plus à démontrer.

Comment endiguer la menace ?

Accentuer la pression sur les États voisins

Une partie de la puissance d'AQMI tient au rôle joué par les États environnants du Mali, en particulier l'Algérie et la Mauritanie. Pour des raisons de sécurité intérieure, ces deux États accueillent, parrainent et protègent des rebelles ou des djihadistes maliens, lesquels sont en retour chargés de garantir que les territoires de ces pays hôtes soient épargnés.

Le cas d'Iyad Ag Ghaly, protégé par l'Algérie, ne souffre d'aucun doute. Quand bien même l'Algérie aurait, sous la pression internationale, promis de « livrer » Iyad Ag Ghaly, comme des sources occidentales bien informées le soutiennent, il semblerait que ce ne soit toujours pas le cas. Au regard des nombreux intérêts que les Algériens ont à préserver Iyad Ag Ghaly - ne serait-ce que comme monnaie d'échange face à la France -, il y a lieu de douter que cela survienne sans une importante contrepartie française. À tout le moins, une pression plus soutenue et conjointe entre la France et les États-Unis permettrait sans doute de fragiliser la position des réseaux algériens qui continuent de s'appuyer sur Iyad Ag Ghaly.

L'enjeu est partiellement différent en Mauritanie. Si l'État ne protège pas d'éléments djihadistes, il entretient des liens étroits avec des acteurs rebelles maliens dont la proximité avec AQMI est notoirement connue. Cette proximité, qui offre aux acteurs une base arrière et

une protection politique, renforce donc indirectement AQMI, notamment en matière d'approvisionnement logistique.

Les conséquences de ces appuis transfrontaliers sont loin d'être négligeables. Outre qu'ils peuvent offrir un sanctuaire, voire une base de repli en cas de menaces, à l'instar du territoire algérien pour Iyad Ag Ghaly, les territoires mauritaniens et algériens sont essentiels à l'approvisionnement des groupes terroristes au nord du Mali. De ce point de vue, la donne est semblable pour le Niger, qui demeure un territoire de transit. Une politique antiterroriste efficace sur le plan régional passe nécessairement par une rupture des flux logistiques, que ce soit en termes de denrées alimentaires, de carburant, de pièces détachées ou d'armes.

Accentuer l'effort militaire au nord du Mali

En parallèle de cette pression accrue à exercer sur les États frontaliers du Mali, il convient d'accentuer l'effort militaire sur le nord du Mali afin de dissuader les populations locales autant que les groupes armés de collaborer avec AQMI.

Si la régionalisation de la lutte anti-terroriste - portée par l'Opération Barkhane et désormais par les cinq pays africains formant le G5 Sahel⁸ - se justifie par la perméabilité des frontières du Sahel, elle ne doit pas se faire au détriment d'un effort militaire au Mali. En effet, dans l'espace sahélo-saharien, le nord du Mali (et désormais le centre) demeure le seul espace où AQMI peut revendiquer une réelle sanctuarisation. L'Adrar mauritanien et le nord du Niger sont plus ou moins sous le contrôle des États centraux tandis qu'au sud de la Libye, la force des milices toubou et touareg réduit largement la capacité d'AQMI à pénétrer les tissus sociaux, quand bien même AQMI y dispose de cellules et d'une relative liberté de manœuvre.

Dès lors, accentuer l'effort sur le nord du Mali permettrait de déloger AQMI de son seul sanctuaire, et ainsi de réduire considérablement le niveau de menace sous-régional. Rappelons que les attentats d'Agadez-Arlit en 2013, ainsi que de Grand Bassam et de Ouagadougou en 2016 ont tous été planifiés et orchestrés depuis le Mali.

Enrayer l'ancrage d'AQMI

La force d'AQMI demeure encore aujourd'hui son ancrage au sein des populations locales au nord du Mali. Loin d'avoir été altéré par l'occupation, il s'est au contraire renforcé durant celle-ci, contrairement à certaines idées véhiculées par les médias. L'occupation et l'administration des villes par AQMI a permis, surtout à Tombouctou et à Gao, de réduire drastiquement l'insécurité, de rétablir une justice islamique impartiale, et de baisser les prix des produits de consommation courante (parfois distribués gratuitement). Dès lors, pour de nombreux individus, les groupes djihadistes au nord comme au centre du Mali sont devenus un moyen de rétablir une justice plus impartiale que celle de l'État, y compris par le djihad, de s'affranchir de tutelles sociales ou coutumières (notamment parmi certaines populations du centre) et ainsi d'améliorer leur situation.

Dans ce contexte, AQMI ne pourra être éliminé par la seule force militaire. Celle-ci est sans doute indispensable, mais elle n'est guère suffisante. Combattre AQMI nécessite également de permettre aux autorités - locales, traditionnelles ou nationales - de réaffirmer leur emprise sur le territoire, mais de manière positive (à travers leur capacité à rétablir une justice impartiale, à délivrer des services de base et à lutter effectivement contre l'insécurité). Accompagner le retour progressif et négocié de l'État au nord du Mali est donc une mission primordiale, mais elle doit se faire de manière concertée et non imposée.

CHAPITRE 4

ÉVOLUTION DE LA LUTTE
CONTRE LE DJIHADISME EN
AFRIQUE DU NORD
ET AU SAHEL

Le niveau des activités terroristes dans les États de la région est en partie déterminé par des facteurs structurels. La vulnérabilité des pays de l'Afrique du Nord et de l'Ouest aux groupes terroristes s'explique par l'inefficacité de leurs gouvernements, l'exclusion de groupes importants du pouvoir politique, l'existence d'une tradition d'islamisme radical et la longue histoire du terrorisme dans la région. Les stratégies adoptées par Daech et al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) exploitent complètement les vulnérabilités locales. Les activités terroristes nuisent aux stratégies nationales de développement et stimulent l'infrastructure terroriste, comme le marché des armes légères. Pour les acteurs nationaux et leurs partenaires étrangers, les répercussions des stratégies économiques ne se font sentir qu'à long terme et non dans l'immédiat.

En 2014 et en 2015, il a surtout été question dans la région des percées de Daech⁹. D'après les données d'*IHS Janes*, de septembre 2015 à août 2016, le groupe a commis 298 attaques dans la région¹⁰, tandis qu'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Ansar al-Charia n'en ont mené que quatre chacun. De même, Daech a fait plus de 1 100 morts, alors qu'Ansar al-Charia et AQMI n'en ont fait que 55 et sept, respectivement.

Ces chiffres montrent bien le profond retentissement que Daech a eu en un an sur les États du sud de la Méditerranée. La vaste majorité de ses attaques ont été effectuées en Égypte ou en Libye, à l'exception notable de ses incursions transfrontalières en Tunisie en 2015 et 2016. De son côté, AQMI a plutôt frappé en Libye et en Algérie.

Si Daech a fait ces percées aux dépens d'autres groupes — dont AQMI et Ansar al Charia —, ces derniers ne sont pas disparus pour autant. AQMI, qui aurait pu s'effondrer complètement à la suite de l'offensive militaire française au Mali, de la pression durables des opérations antiterroristes de l'Algérie et de l'arrivée de Daech, est toujours bien présente et attire des partisans. Cela pourrait être dû aux compétences, à l'expérience et aux réseaux de ses dirigeants.

AQMI est toujours bien présente et attire des partisans.

Daech a fait ses percées les plus importantes en Libye, où les services de renseignement américains ont estimé publiquement qu'il comptait plus de 5 000 militants en février 2016. À l'époque, bon nombre d'entre eux étaient présumés se trouver à Syrte, ville côtière centrale de la Libye. D'autres ont constitué des cellules un peu partout dans le pays, notamment à Derna, à Benghazi, à Ajdabiya, à Tripoli et à Sabratha.

Au cours de l'été 2016, cependant, les milices de Misourata, soutenues par un petit nombre de forces spéciales occidentales et par des frappes aériennes américaines, ont réussi à expulser Daech de Syrte. Cela a surpris beaucoup d'observateurs qui doutaient que les forces de Misourata aient la capacité ou la détermination nécessaires pour mener à bien une telle opération.

Les combattants de Daech à Syrte, dont beaucoup étaient d'anciens membres d'Ansar al Charia, sont probablement plus dispersés dans le pays maintenant. Bon nombre semblent avoir fui vers les provinces du sud de la Libye. Si la destruction du refuge de Daech à Syrte représente un important pas en avant, le pays et la région ont encore d'énormes défis à relever dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Il est clair que la propagation de Daech et de groupes semblables représente une menace grave pour la région. Tant qu'ils seront actifs, ces groupes continueront de faire peser une menace sur la population locale et de nuire au renforcement de l'État, au développement économique et à la réalisation d'autres objectifs importants. L'Europe n'a pas encore été frappée par un attentat terroriste orchestré depuis l'Afrique du Nord, mais il ne s'agit pas d'une vague possibilité si les

tendances observées dans la région se maintiennent. La présence de Daech en Libye plus particulièrement a incité des flots de migrants à emprunter le chemin de l'Europe centrale, exacerbant considérablement ce problème de sécurité pour l'Europe à une époque déjà difficile.

La nature du problème

Une des questions fondamentales qui occupent les chercheurs en sciences sociales vise à déterminer si l'élément premier de tout phénomène social est la structure ou l'agent. Pour les spécialistes qui se concentrent sur les facteurs structurels, il est essentiel de connaître les conditions sociales, les relations de pouvoir, la conception des institutions et d'autres caractéristiques structurelles des systèmes pour comprendre les résultats sociaux, comme le parcours des groupes terroristes. Pour d'autres spécialistes, cependant, les facteurs structurels sont moins importants que les agents sociaux dans la genèse des phénomènes. Ce qui compte le plus pour eux, ce sont les États, les groupes sociaux ou même les individus.

Pour comprendre la nature de l'extrémisme violent en Afrique du Nord, il faut puiser dans les deux courants de pensée. De toute évidence, des facteurs structurels entrent en jeu dans la création en Afrique du Nord d'un contexte dans lequel des groupes extrémistes violents prolifèrent depuis quelques années.

- Les conditions structurelles propices à l'extrémisme violent se trouvent réunies aux endroits qui allient des niveaux de développement économique plus faibles, des possibilités d'emploi et d'avancement social limitées, l'exclusion politique et des traditions musulmanes conservatrices.
- De telles conditions prévalent au Sinaï, dans certaines régions de la Libye, comme à Derna et à Syrte, dans des villes de Tunisie intérieure, comme dans le gouvernorat de Kasserine, ainsi que dans certaines parties de l'Algérie, du Maroc, du Mali et du Niger.

- Ces conditions sont exacerbées par l'exclusion politique ou, dans le cas de la Libye, du nord du Mali et sans doute de certaines parties de la Tunisie et du Sinaï, par la présence limitée ou la quasi-absence de l'État.

En même temps, cependant, les agents sociaux et la conjoncture interviennent aussi. Des organisations extrémistes violentes sévissent dans cette région depuis un quart de siècle.

- Dans les années 1990, les moudjahidines qui revenaient d'Afghanistan ont joué un rôle de premier plan dans la genèse du mouvement extrémiste en Algérie. Ce sont eux qui, par la suite, ont formé le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et, en 2006, AQMI.
- De même, la ville de Derna, dans l'est de la Libye, qui a été envahie temporairement par des groupes affiliés à Daech en 2014, a fourni à elle seule le plus grand nombre de combattants étrangers à l'insurrection menée par al-Qaïda en Irak en 2006.

Néanmoins, les efforts délibérés de Daech et d'autres organisations extrémistes, qui ont cherché à profiter d'un contexte propice à l'extrémisme pour grossir leurs rangs, ont accéléré la multiplication de groupes extrémistes violents en Afrique du Nord — et beaucoup aggravé la menace qu'ils représentent.

L'évolution récente de la situation en Libye est un excellent exemple de cette dynamique. Les conditions politiques, économiques et sociales dans ce pays étaient disposées à l'extrémisme violent longtemps avant les soulèvements arabes. Le Groupe islamique combattant libyen (GICL) était actif dans l'est de la Libye des années 1990 jusqu'à ce qu'il soit violemment réprimé par Mouammar Kadhafi. Cependant, à la suite de l'effondrement de la Libye en 2011, les groupes extrémistes ont activement pris le pays pour cible avec l'intention de profiter de ces conditions structurelles.

- Ainsi, à Benghazi, surtout au cours des mois qui ont suivi les attaques de septembre 2012 contre la représentation diplomatique des États Unis dans cette ville, il y a fort à parier

que des groupes de l'extérieur de la Libye ont profité de l'absence de contrôle étatique pour faire des percées. Ces groupes ont probablement collaboré avec des groupes d'origine intérieure, comme Ansar al Charia, avec lesquels ils se confondaient sans doute partiellement.

- L'expansion de Daech en Libye en 2014-2015 constitue cependant un cas plus pertinent encore. Lorsque le groupe connu sous le nom de Katiba al-Battar a prêté allégeance à Daech en octobre 2014 à Derna, les hautes instances de Daech à Raqqa ont rapidement cherché à en profiter en envoyant des émissaires chargés d'exercer un leadership, de mettre à profit leurs compétences organisationnelles et peut-être aussi d'assurer un soutien financier.
- La Tunisie au lendemain de la révolution offre un autre exemple du rôle des agents sociaux dans la propagation des opinions extrémistes violentes. Au cours de la période qui a immédiatement suivi la révolte de 2011, la disparition du contrôle étatique — positive à tellement d'égards — a aussi favorisé la prolifération de lieux de culte officieux. Ces rassemblements constituaient des cibles faciles pour les prédicateurs extrémistes de l'extérieur de la Tunisie désireux de propager des doctrines extrémistes violentes.

Enfin, outre la structure et les agents sociaux, le problème de l'extrémisme violent en Afrique du Nord a été aggravé par la force de l'habitude (théorie de la dépendance au sentier). Autrement dit, la croissance de l'extrémisme a eu des effets cumulatifs jusqu'ici, et ce, pour plusieurs raisons.

- Premièrement, il y a l'effet de démonstration, qui est constaté partout dans le monde et notamment en Afrique du Nord. Dans le contexte de la radicalisation, l'effet de démonstration signifie simplement que les exemples d'actes terroristes et de groupes radicaux fragilisent les normes sociales existantes et les autres obstacles sociaux à ce qui serait considéré comme des comportements transgressifs. En d'autres termes, les exemples des groupes radicaux aident à légitimer la radicalisation.

Ils entretiennent l'espoir des radicaux en puissance tout en concrétisant les avantages sur le plan du pouvoir et du statut que promet l'appartenance à un groupe radical.

- La dépendance au sentier contribue également à modeler le contexte plus large. Il est clair que les groupes radicaux sont en partie responsables des difficultés économiques et de l'absence générale d'État dans des pays comme la Libye, où ils participent activement à la guerre civile en cours, perpétuant de ce fait des conditions propices à la radicalisation. Ils contribuent également au développement d'un marché pour les outils de l'extrémisme violent, comme les armes légères, et l'expertise en munitions, particulièrement en engins explosifs improvisés.
- Surtout, la dépendance au sentier est renforcée lorsqu'une sous-région ou un pays tout entier devient un « point chaud » pour les extrémistes violents, comme ce fut le cas en Libye à la fin de 2015 et au début de 2016, lorsque des milliers de combattants de Tunisie, du Nigéria, d'Égypte, du Golfe et d'ailleurs ont afflué vers Syrte pour se joindre à ce qui semblait être le prochain front dans la campagne de Daech pour instaurer un vaste califat. En fait, certaines régions de la Libye sont devenues un véritable « bazar terroriste ».

Perspectives

Il existe peu d'outils stratégiques pour faire face à un problème aussi complexe et profondément ancré. La capacité des États-Unis, du Canada et de l'Europe à fournir des solutions aux facteurs structurels qui contribuent à l'extrémisme est limitée à court ou à moyen terme. Ainsi, il est largement reconnu que l'exclusion économique est l'un des plus importants facteurs structurels contribuant aux mouvements extrémistes violents. Même si ce n'est pas le seul facteur — et il existe des cas de radicalisation dans lesquels l'exclusion économique n'a pas joué un rôle significatif —, il semble clair qu'un développement économique inclusif dans bon nombre de villes et de régions vulnérables en Afrique du Nord ferait beaucoup pour réduire le phénomène de la radicalisation. Cependant, le développement

économique inclusif est un processus mesuré sur des décennies voire des générations. Cela ne signifie pas qu'il ne devrait pas être un objectif, et encore moins que les efforts de développement du Canada et de ses principaux alliés ne sont pas dignes d'intérêt. Cela signifie simplement que de tels efforts ont peu de chances d'avoir une incidence importante sur la radicalisation en Afrique du Nord, du moins à court ou à moyen terme.

D'autres outils, cependant, peuvent s'avérer plus efficaces. Ainsi, il serait possible de renforcer l'État en Libye ou dans certaines régions de la Tunisie. L'idée de renforcer l'État est passée de mode — si tant est qu'elle l'ait été. Toutefois, malgré la connotation négative du terme, il est possible de renforcer les États dont l'administration ou les institutions sont faibles. Le transfert de technologies et de connaissances, combiné à des incitations diplomatiques et politiques habilement gérées, a et pourrait continuer d'avoir des effets positifs en Libye et en Tunisie.

Il existe une tendance compréhensible à se concentrer sur les programmes qui pourraient avoir un effet pragmatique immédiat. Ainsi, les Européens mettent l'accent sur la sécurité frontalière en Tunisie (et auparavant en Libye). De son côté, le Royaume-Uni privilégie la sécurité des touristes en Tunisie. Ces efforts pourraient être utiles, mais il faut y consacrer des ressources réalistes.

Les programmes conçus pour contrer l'extrémisme violent peuvent aussi se révéler utiles, quoiqu'on en sache encore très peu sur ce qui fonctionne et ne fonctionne pas dans ce domaine. Il faudra faire davantage de recherches pour établir des théories d'intervention crédibles. De plus, les avantages des programmes visant à contrer l'extrémisme violent, lorsqu'ils fonctionnent, sont principalement préventifs : ils visent à juguler le problème plutôt qu'à l'atténuer.

Les mesures militaires et de sécurité peuvent être controversées, mais elles sont parfois nécessaires pour jeter les bases de la sécurité nécessaire pour assurer l'efficacité des programmes de renforcement de l'État. L'expérience postrévolutionnaire de la Libye le montre bien. La Libye de l'après-Kadhafi entrevoyait des perspectives de stabilisation

comparativement optimistes, mais le manque de sécurité a rendu presque impossible de faire des progrès sur tous les autres fronts du renforcement de l'État. Pour sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve, la Libye devra probablement compter au moins sur une certaine forme d'assistance de l'extérieur sur le plan de la sécurité à un moment donné. De son côté, la Tunisie pourrait s'en sortir sans assistance militaire étrangère, mais elle a besoin du soutien constant de services de sécurité étrangers sous la forme de programmes de formation et d'équipement pour être mieux à même de prendre des mesures directes contre les groupes extrémistes qui y sont installés, pour intervenir efficacement à la suite d'attentats terroristes et pour s'assurer que ses pratiques de sécurité interne n'exacerbent pas son problème de radicalisation intérieure, qui est sérieux. À cet égard, la réforme du ministère tunisien de l'Intérieur constitue tout un défi.

En Libye, plusieurs acteurs étrangers sont maintenant mobilisés sur le terrain, ce qui complique les choses. En 2015, l'Italie a élaboré un plan d'intervention en faveur du gouvernement d'union nationale qui aurait nécessité le déploiement à Tripoli d'une force de la taille d'une brigade pour aider à assurer la sécurité de ce gouvernement. Lorsque le gouvernement lui-même a obtenu de moins bons résultats que prévu en raison de la réticence d'un commandant de l'Est, le général Khalifa Haftar, les Italiens sont revenus sur leur position. Dans l'intervalle, de nombreuses opérations d'unités des forces spéciales françaises, britanniques et américaines ont été signalées sur le terrain — des deux côtés du conflit libyen, à l'Est et à l'Ouest. La présence de ces forces vise manifestement à lutter contre le terrorisme et pourrait être salutaire pour négocier des accords de cessez le feu entre les parties engagées dans la guerre civile. Cependant, elle obscurcit aussi le tableau parce qu'elle risque de donner une impression de favoritisme, minant l'autorité de l'Occident auprès du gouvernement négocié sous l'égide des Nations Unies. De son côté, l'Égypte, avec le soutien tacite des États du Golfe, continue d'appuyer le général Haftar, compliquant les efforts pour obliger ce dernier à reconnaître et à accepter le gouvernement soutenu par les Nations Unies. Si les puissances de l'extérieur ne s'entendent pas sur une stratégie et un objectif final pour la Libye, il sera encore plus difficile de résoudre le conflit.

Enfin, l'action militaire directe continuera d'avoir un rôle à jouer dans la lutte contre des groupes comme Ansar al-Charia, Daech et AQMI. L'expérience de la France au Mali montre bien que les forces militaires, notamment les troupes étrangères, peuvent, dans certaines conditions, être un puissant contrepoids à la tendance vers l'extrémisme violent. L'utilisation judicieuse de frappes aériennes contre de tels groupes peut aussi clairement aider, comme l'ont démontré les progrès spectaculaires des milices de Misourata contre Daech à Syrte au cours de l'été 2016. Cependant, ces mêmes frappes aériennes ont été controversées au sein du régime politique libyen, ce qui montre bien qu'il faut toujours trouver un juste équilibre entre les avantages de telles opérations et leurs coûts politiques, même si ces derniers peuvent être difficiles à estimer à l'avance.

En fin de compte, les puissances occidentales devront déterminer si l'adoption d'une stratégie d'endiguement des problèmes émanant de la Libye suffira à protéger leurs intérêts. Les coûts d'une telle stratégie peuvent être sous-estimés, mais les ressources requises pour adopter des stratégies plus agressives se font rares étant donné les crises qui sévissent ailleurs dans le monde, surtout au Levant. Si une stratégie d'endiguement se révèle être la solution la plus souhaitable, il sera crucial d'en définir les objectifs et de bien évaluer les ressources nécessaires.

NOTES

- 1 Acronyme arabe de l'État islamique en Irak et au Levant.
- 2 Acronyme arabe de l'État islamique en Irak et au Levant en arabe.
- 3 Le diwan al-Hisba est un ministère chargé de toutes les affaires liées à la loi islamique et à son application.
- 4 Le général Haftar est un ancien commandant de l'armée de Mouammar Kadhafi qui s'est joint aux forces de la révolution en 2011. Il est considéré par certains comme le plus important seigneur de guerre du pays, à la tête de l'Armée nationale libyenne autoproclamée et alignée avec les forces de l'opération Dignity.
- 5 Acronyme arabe de l'État islamique en Iraq et au Levant.
- 6 Alliance de groupes armés maliens pro-gouvernementaux.
- 7 Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peule et la restauration de la justice.
- 8 Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad.
- 9 Dans ce contexte, Daech désigne tous les groupes qui ont prêté allégeance au groupe connu sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant.
- 10 C'est-à-dire au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Libye et en Égypte.

ANNEXE A

ORDRE DU JOUR

LE TERRORISME EN AFRIQUE DU NORD ET AU SAHEL

LA MENACE RÉGIONALE SE RÉPAND-ELLE?

SÉMINAIRE NON CLASSIFIÉ DU PROGRAMME DE
LIAISON-RECHERCHE DU SERVICE CANADIEN DU
RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ (SCRS)

LE 14 OCTOBRE 2016
ADMINISTRATION CENTRALE DU SCRS, OTTAWA

PROGRAMME

- | | |
|-------------------|--|
| 13 h - 13 h 15 | Mot de bienvenue, mise en contexte et objectifs du séminaire |
| 13 h 15 - 14 h 45 | Module 1 - Al-Qaïda et Daech en Afrique aujourd'hui : Opportunisme localisé ou ambitions transnationales? <ul style="list-style-type: none">• Comprendre la stratégie d'al-Qaïda au Maghreb islamique régionale• Daech a-t-il trop présumé de ses forces en Libye? |
| 14 h 45 - 15 h | Pause |
| 15 h - 16 h 30 | Module 2 - L'avenir de l'extrémisme violent en Afrique du Nord et au Sahel <ul style="list-style-type: none">• Al-Qaïda au Maghreb islamique continuera-t-elle de prospérer? Incidence sur la lutte contre le terrorisme au Sahel• Évolution de la lutte contre le djihadisme en Afrique du Nord et au Sahel |
| 16 h 30 | Mot de clôture |

ANNEXE B

LA LIAISON-RECHERCHE AU SCRS

Le renseignement dans un monde en évolution

On dit souvent que le monde évolue de plus en plus rapidement. Analystes, commentateurs, chercheurs et autres - associés ou non à un gouvernement - acceptent peut-être ce cliché, mais la plupart commencent seulement à comprendre les conséquences très réelles de ce concept pourtant abstrait.

La sécurité mondiale, qui englobe les diverses menaces pour la stabilité et la prospérité géopolitiques, régionales et nationales, a profondément changé depuis la chute du communisme. Cet événement a marqué la fin d'un monde bipolaire organisé selon les ambitions des États-Unis et de l'ancienne URSS et les tensions militaires en résultant. Détruisant rapidement la théorie de « fin de l'histoire » des années 1990, les attentats terroristes contre les États-Unis en 2001, ainsi que des actes terroristes subséquents dans d'autres pays, ont depuis modifié ce qu'on entend par sécurité.

La mondialisation, l'évolution rapide de la technologie et la sophistication des moyens d'information et de communication ont eu une incidence sur la nature et le travail des gouvernements, y compris des services de renseignements. En plus des conflits habituels entre États, il existe désormais un large éventail de problèmes de sécurité transnationale découlant de facteurs non étatiques, et parfois même non humains. Ces problèmes vont du terrorisme, des réseaux illégaux et des pandémies à la sécurité énergétique, à la concurrence internationale pour les ressources et à la dégradation mondiale de l'environnement. Les éléments de la sécurité mondiale et nationale sont donc de plus en plus complexes et interdépendants.

Notre travail

C'est pour mieux comprendre ces enjeux actuels et à venir que le SCRS a lancé, en septembre 2008, son programme de liaison-recherche. En faisant régulièrement appel aux connaissances d'experts au moyen d'une démarche multidisciplinaire, axée sur la collaboration, le Service favorise une compréhension contextuelle des questions de sécurité pour le bénéfice de ses propres experts ainsi que celui des chercheurs

et des spécialistes avec qui il s'associe. Ses activités visent à établir une vision à long terme des différentes tendances et des divers problèmes, à mettre en cause ses hypothèses et ses préjugés culturels, ainsi qu'à affiner ses moyens de recherche et d'analyse. crucial d'en définir les objectifs et de bien évaluer les ressources nécessaires.

Pour ce faire, nous :

- nous associons activement à des réseaux d'experts de différents secteurs, dont l'administration publique, les groupes de réflexion, les instituts de recherche, les universités, les entreprises privées et les organisations non gouvernementales (ONG), tant au Canada qu'à l'étranger. Si ces réseaux n'existent pas déjà, nous pouvons les créer en collaboration avec différentes organisations;
- stimulons l'étude de la sécurité et du renseignement au Canada, favorisant ainsi une discussion publique éclairée à propos de l'histoire, de la fonction et de l'avenir du renseignement au Canada.

Dans cette optique, le programme de liaison-recherche du Service emprunte de nombreuses avenues. Il soutient, élabore, planifie et anime plusieurs activités, dont des conférences, des séminaires, des études, des exposés et des tables rondes.

Nous n'adoptons jamais de position officielle sur quelque question, mais les résultats de plusieurs de nos activités sont publiés sur le site Web du SCRS au www.csis-scrs.gc.ca. Par la publication des idées émergeant de nos activités, nous souhaitons alimenter le débat et favoriser l'échange d'opinions et de perspectives entre le Service, d'autres organisations et divers penseurs.